



Le relais

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT-PTT

Trimestriel n° 18 - Juin 2003 - 3,05 €

Sommaire

L'IHS CGT-PTT rencontre
des syndicalistes allemands.
1870 : Les Etats Unis
soutiennent la Prusse. **page 2**

Le billet « Cinquante ans
en arrière » **page 3**

La CGT, la lutte contre la guerre
et pour la paix **pages 4-5**

L'appel de Stockholm et la lutte
pour la Paix **pages 6-7**

Les accords du Perreux
et ses répercussions
sur le processus d'unification
de la CGT dans les PTT,
1943-1945 **pages 8-9-10**

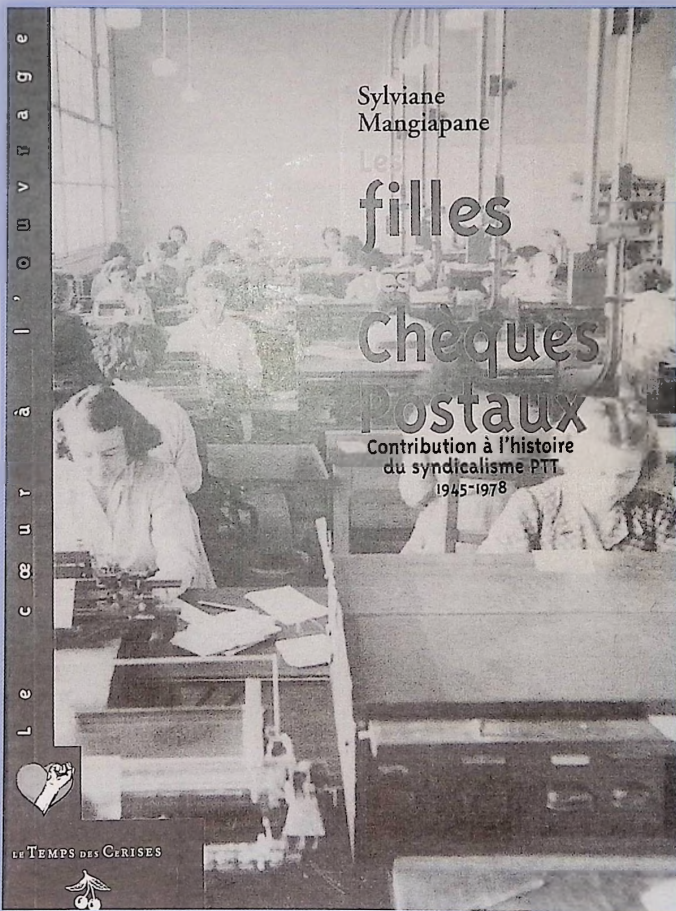
Les journées d'étude
confédérales de l'IHS-CGT
Bulletin d'abonnement
au Relais **page 11**

Courrier reçu :
lettre de Noël Giraud ;
Disparition d'un éminent chercheur ;
Assemblée générale de la FNARH
Un document remarquable
Bon de commande du livre
« les filles des chèques postaux »
page 12

**Institut
d'Histoire Sociale
CGT-PTT**

Siège social : 263, rue de Paris
Case 545 - 93515 Montreuil Cedex

**Tél. 01 48 18 54 00
Fax 01 48 59 25 22**



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Andrieu Jean-Paul

Baudet Yannick

Bouche Bernard

Chalat Nicole

Cros Yvette

Desseigne Maurice

Franchi Thierry

Frischmann Georges

Gaillard Michel

Gautheron Alain

Gibellino Françoise

Klowskowsky Christian

Lafaurie Fernand

Le Pessot Jean

Ledoux Danièle

Lhomme Pierre

Lottier Serge

Lourdez Jean-Claude

Mangiapane Sylviane

Pichavant Gilles

Renard Philippe

COMITÉ DE PARRAINAGE

Bartholomé Jean

Boyer René

Bressol Élyane

Crenier René

Dayan Paulette

Der Loughian Serge

Dumas Maryse

Dunet André

Gastaud Maurice

Le Guern Albert

Magniadas Jean

Pillet Marcel

Séguy Georges

Valentin Max

Viannet Louis

Villin Colette

L'IHS CGT-PTT rencontre des syndicalistes allemands

Les 3, 4 et 5 avril, une délégation de l'Institut d'histoire sociale composée des camarades Serge Lottier, Georges Bressol, Danièle Ledoux a été reçue à Francfort par des syndicalistes allemands des PTT de la région de la Hesse. Il y a 40 ans, ces syndicalistes avaient malgré l'interdiction de l'IPTT (sous l'influence de FO) eu des contacts avec des représentants de la Fédération; de la région Rhône Alpes et ensuite avec le département des Hauts de Seine.



Rudi MÜLLER - Horst BOUILLON - Ewald VEHNER

A l'époque c'était les seules relations que nous avions avec les syndicats allemands de l'ouest.

Cette rencontre qui prolongeait celle de l'année dernière à Paris a permis de constater une convergence de vue sur l'ensemble des problèmes abordés. Elle a aussi ouvert des perspectives de rencontre entre les retraités et les jeunes de la Hesse et une région française. C'est ainsi que l'histoire est un pont pour l'avenir.



De gauche à droite
Danièle LEDOUX, Angéline l'interprète,
Serge LOTTIER, Georges BRESSOL

1870 : les Etats-Unis soutiennent la Prusse !

Le royaume de France en 1776 a aidé l'Amérique grâce à Lafayette à se libérer des Anglais et à asseoir son identité en tant que nation indépendante.

Les Américains se sont investis en 1917 dans la guerre. En 1944 ils sont venus participer à la libération du pays. Même si ces choix n'étaient pas dépourvus d'arrière-pensées dominatrices, ils portent l'idée que les Américains sont toujours avec nous dans les moments difficiles de notre histoire...

Pas tout à fait ! en décembre 1870 alors que la France est envahie par la Prusse, le président des Etats Unis, le général GRANT adresse un message de soutien à la Prusse... Victor HUGO dans « L'année terrible » dénonce ce comportement :

« La France secourut l'Amérique, et tira l'épée et prodigua tout pour sa délivrance. Et peuples ! l'Amérique a poignardé la France ! ».

Le relais

5^e année de parution - Trimestriel - 3,05 €

Directeur de la publication :
Bernard Bouche

Rédaction administration :
263, rue de Paris, case 545
93515 Montreuil Cedex

2^e trimestre 2003 Dépôt légal N° 15631
CPAD N° 0902 681018

Chevillon Imprimeur, 89100 Sens

Le billet

Cinquante ans en arrière



Il y a un an la gauche fut sanctionnée pour n'avoir pas répondu aux attentes des salariés, des Français(e)s et un Le Pen a pu être présent au deuxième tour d'une élection présidentielle. Aujourd'hui, la droite au pouvoir applique une politique de droite dure

pour les salariés et leurs familles, généreuse pour le patronat et le capital dont le Baron Seillière en est un digne représentant. Quand les gouvernements de droite ou sociale démocrate ne répondent pas aux problèmes posés, aux attentes de la population, le danger est grand de voir revenir des aventuriers, des populistes voulant mettre en application leurs propres réponses d'extrême droite, réactionnaires, fascistes.

Le danger est bien présent, d'autant que ce gouvernement veut aller plus loin aujourd'hui en déstructurant le système de société lui-même, en liquidant tous les grands acquis obtenus au fil des ans par les luttes des travailleurs.

« Il faut tout changer pour pouvoir continuer »¹ telle est la devise, l'objectif du gouvernement Chirac - Raffarin. Une République divisée, une société éclatée qui casse les liens de solidarité entre les générations, entre les citoyens, le projet de loi de décentralisation va dans ce sens.

L'actualité montre que ce gouvernement veut s'en prendre aux droits et acquis essentiels des salariés (système de retraite et pensions, protection sociale, services publics, école, privatisation, criminalisation de l'action syndicale).

Si l'histoire ne se répète jamais de la même manière dit-on, l'histoire bégaye à nouveau.

Il y a 50 ans en juin 1953, le gouvernement Laniel engage au nom du libéralisme et de l'Europe, une violente campagne contre les services publics en utilisant les pouvoirs spéciaux².

Le contenu des décrets Laniel est d'une parfaite actualité...

- moins 15% des crédits civils avant décembre 1953,

- suppression de 4 000 emplois de fonctionnaires,

- licenciement massif des auxiliaires,
- recul de cinq ans des limites d'âge assurant le droit à la retraite dans le secteur public et privé
- recul de 60 à 65 ans, de l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires en mettant en avant le principe d'égalité,

- suppression du service actif pour la quasi-totalité des fonctionnaires et assimilés,

- allongement des carrières,

- réforme des salaires dans les entreprises nationales.

- attaques contre la sécurité sociale, avec possibilité de suspendre, de différer, de limiter tout versement de prestations de sécurité sociale, de ristourne, de pension...

- suppression de la retraite du combattant.

Un retour de 50 ans en arrière...

Il est assez cocasse que nous ayons dû reporter à la fin septembre ou au début octobre 2003, l'initiative prévue à Bordeaux le 13 mai 2003 commémorant le cinquantième anniversaire des grèves d'août 1953 pour cause de grève nationale ce même jour contre des attaques gouvernementales quasiment identiques à celles de Laniel.

C'est l'ampleur des luttes en ce mois d'août 1953, menées par différentes corporations, avec une grève importante et magnifique des postiers, qui a fait que les décrets Laniel ne furent pas appliqués (2 millions de grévistes le 7 août 1953, 4 millions le 15 août 1953).

C'est bien de l'ampleur de la riposte, de la capacité à mobiliser et mettre dans l'action des milliers de salariés, de fonctionnaires que l'on pourra faire reculer les prétentions gouvernementales et empêcher un recul de civilisation mais aussi empêcher que des Le Pen, des populistes ressurgissent pour détourner la population des vrais problèmes et des véritables enjeux.

Jean Claude LOURDEZ
Secrétaire de l'IHS CGT PTT

1. Réplique dans le film « Le guépard » de Visconti
2. Il pouvait légiférer par décrets-lois sans débat au parlement jusqu'en octobre 1953

La C

la lutte contre la gu

Permettez-moi d'abord d'exprimer le plaisir que j'ai à prendre la parole à la tribune du congrès d'un syndicat auquel j'adhère depuis 1956.

Intervention pour, au titre de l'Institut d'Histoire Sociale dont vous pourrez voir la vidéo de présentation, aborder un thème historique et d'actualité « La CGT, la lutte contre la guerre et pour la Paix ».

Cette histoire dont les tenants du capitalisme ont voulu théoriser la fin après la chute du mur de Berlin. Ils se sont servi d'un fait politique, pour développer une idéologie qui leur permettait de continuer le plus tranquillement possible leur système d'exploitation. Car ils savent mieux que quiconque que la crise du système depuis 30 ans arrive en bout de cycle et qu'elle exige des réformes fondamentales.

Ces réformes doivent remettre en cause, pour être performantes à leurs égards, les acquis historiques obtenus par la classe ouvrière après la 2^e guerre mondiale.

Faire oublier, passer à la trappe, l'histoire de ces conquêtes c'est priver la classe ouvrière d'une boussole.

Il nous a fallu relever ce défi, prendre notre histoire en main, la faire connaître aux jeunes générations.

C'est le but aussi de « Libération Nationale PTT ».

Jean Blanchon en parlant de la résistance a abordé un temps fort de notre histoire. Un temps constitutif de nos acquis.

Moment où se conjugait la lutte contre l'occupant nazi pour la liberté et le progrès social.

Moment où nous avons gagné le statut de la fonction publique, la sécurité sociale, l'officialisation du système des retraites, acquis aujourd'hui incompatibles avec l'évolution du système capitaliste vers une financiarisation à outrance de la vie économique.

Peut-être pensez-vous qu'en abordant ces questions économiques je m'éloigne du thème pour lequel vous m'avez sollicité.

Non ! car vous connaissez la phrase de Jaurès en 1895 : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée dormante porte l'orage ». Soyez attentifs à l'adjectif « dormant » peu employé quand nous citons cette phrase, car l'art d'endormir sur la question de la guerre fait aussi partie de l'arsenal idéologique du capitalisme pour masquer sa nature guerrière.

Rappelons-nous toujours de ce Baron Allemand Clausewitz qui au 19^e siècle constatait que « la guerre est la continuation de la politique par un autre moyen ». C'est plus que jamais d'actualité.

Nos gouvernements ont su faire cela, notamment pour construire leur empire colonial.

Ça vaudra à la France d'être dénoncée par les hommes de progrès, les syndicalistes révolutionnaires du début du 20^e siècle comme étant une puissance impérialiste.

Cet impérialisme colonial nous allons le combattre sous diverses formes mais toujours avec la même détermination jusqu'en 1962 date de la fin de la guerre d'Algérie. Nous en connaissons encore les soubresauts hier avec le Tchad, le Rwanda, aujourd'hui la Côte d'Ivoire.

Le fait que nous soyons un pays colonisateur (2^e puissance mondiale après l'Angleterre) ; le fait que nous ayons connu les souffrances des peuples colonisés et payé par des sanctions, des révolutions, des coups de matraque, des emprisonnements, des morts notre combat. Cela nous sensibilise à tous les conflits où la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes est bafouée.

Cela nous conduit à être solidaires de tous ces peuples.

La lutte pour la Paix, la solidarité internationale sont des valeurs fondamentales constitutives de la CGT. Elles ne sauraient être dissociées de notre combat de classe comme notre histoire le démontre.

Nous ne pouvons pas ici développer comment se sont construits les choix de la CGT sur la question de la guerre et de la paix au cours de son histoire. Ils ont fait l'objet, suivant les circonstances, de multiples

débats, de désaccords tactiques et stratégiques depuis le choix de l'union sacrée en 1914, la division de 1921 sur un fond de désaccord vis à vis de la révolution d'octobre dont le premier acte avait été de déclarer la Paix au Monde, jusqu'à sa position vis à vis de la montée du fascisme et vers la 2^e guerre mondiale.

Retenons si vous le voulez bien que ce problème de la guerre et de la paix a toujours été un problème complexe dans la CGT.

Il n'est pas toujours facile que la raison domine les sentiments, que les faits dominent les formules. Mais ce qui est acquis, c'est la permanence de son engagement dans le combat pour la paix et pour l'émancipation des peuples.

La guerre terminée en 1945, la CGT réunifiée, la question de la guerre et de la Paix revient vite à l'ordre du jour.

L'impérialisme américain s'engage avec l'appui des pays de l'Europe de l'Ouest dans la guerre froide contre l'URSS. Guerre froide qui peut se transformer vite en guerre chaude avec au-dessus de nos têtes l'épée de Damoclès de la bombe atomique.

De plus la France s'engage dans une nouvelle guerre coloniale qu'on appellera la guerre d'Indochine.

CGT :

Terre et pour la Paix

La CGT se divise en 47/48 ce qui ne facilite pas l'action pour la Paix. L'idéologie colonialiste imprègne y compris la classe ouvrière. La brochure de notre ami Maurice Desseigne sur cette guerre montre bien, à la fois la détermination de principe de la CGT contre cette guerre et les difficultés pour mobiliser.

En 1950 le conseil mondial de la Paix lance « l'appel de Stockholm ». Plusieurs centaines de millions de signatures dans le monde. 14 millions en France¹. La CGT est au premier rang pour faire signer cette pétition dans les entreprises et les services.

Je me rappelle d'un dessin de Jacques Faisan dans le Figaro où l'on voyait un homme avec une pelle dans les mains pleine de pétitions qu'il balançait sur un tas d'ordures.

Et pourtant cette pétition et d'autres initiatives ont pesé lourd dans la balance.

C'est Truman, le président des Etats-Unis initiateur de la guerre froide, qui dans ses mémoires le reconnaît. La pression des forces de Paix l'a dissuadé d'employer la bombe atomique en Corée.

Voilà des mémoires intéressantes à connaître au moment où face à la pression américaine une certaine fatalité risque de s'installer concernant la guerre ou pas contre l'Irak.

C'est aussi en 1951 que dans les PTT Georges Frischmann et René Duhamel sont licenciés pour avoir signé avec l'Allemagne de l'Est un texte où il est dit que nos deux fédérations sont pour la Paix et qu'elles ne feront jamais la guerre à l'URSS. Ils ne retrouveront leur droit de fonctionnaire qu'en 1981.

* *

Aussitôt sortis de la guerre d'Indochine, nous allons nous enliser dans la guerre d'Algérie.

Une nouvelle fois, avec les mêmes difficultés que lors de la guerre d'Indochine, la CGT, seule en tant que confédération syndicale, va s'opposer dès le début à cette guerre coloniale.

Distribuer un tract, faire signer une pétition, prendre la parole pour dénoncer la guerre, dire que les combattants algériens ont raison relève d'un acte de bravoure.

Avec ténacité et courage nous ne cédon pas d'un pouce aux colonialistes. Les prises de parole dans les centraux téléphoniques étaient interdites mais face à l'engagement militant, à une partie du personnel et des cadres ces prises de parole étaient possibles surtout à partir de 1960.

Ce sont avec ces initiatives dans les services, là où est la place de la CGT que nous avons gagné des consciences contre la guer-

re pour l'indépendance de l'Algérie et la participation à des manifestations le plus souvent interdites.

Tout cela dit, l'histoire nous rappelle qu'il a fallu 8 ans, un changement de constitution consécutif à un coup de force, d'immenses souffrances pour arriver à la paix en 1962.

Comme nous le faisons depuis 40 ans, le 8 février nous commémorerons les assassinés de Charonne.

Au travers de leurs martyrs ce sont toutes les souffrances, les morts de cette guerre auxquels nous penserons. Ce sera aussi cette année un hymne à la Paix, une exigence de Paix.

Un élan vers l'avenir à travers le passé.

* *

Nous avons besoin de cet élan car depuis 1962 avec une accélération ces dernières années, ces dernières semaines surgissent de multiples foyers de guerre souvent fomentés par l'impérialisme américain qui peuvent mener à une catastrophe politique, humaine et écologique.

La CGT a toujours exprimé, le plus fortement que nous ayons pu, notre solidarité active et exigé que les conflits se règlent par la voix de la négociation.

Nous sommes aussi vigilants et actifs pour qu'au sein même de notre pays il n'y ait pas d'initiative guerrière ou que ne se

développent des idées guerrières et fascisantes. L'une n'allant pas sans l'autre.

C'est pourquoi l'Institut d'Histoire Sociale s'attache à travailler sur le créneau « la CGT : la lutte contre la guerre et pour la paix », nos initiatives de soirées débats et nos brochures en témoignent.

Au moment où les foyers de guerre se multiplient, révélateurs des problèmes que rencontre le système capitaliste, nous nous souviendrons de Clausewitz.

Il faut élargir nos connaissances historiques pour être à même d'argumenter pour convaincre.

Je souhaite bien-sûr que cette courte intervention y contribue.

Je souhaite qu'en adhérant à l'Institut ou en vous abonnant à notre revue Le Relais vous apportiez votre contribution à l'élargissement de ces connaissances historiques.

Mais j'ai conscience aussi que l'histoire aussi riche soit elle ne se suffit pas à elle-même pour mener les batailles actuelles.

Alors mes camarades sachez que dans ces batailles que vous menez pour la Paix et sur d'autres sujets l'histoire, votre histoire sera à vos côtés.

Bon courage et Merci.

1. Chiffre donné par la CGT

Intervention
de Serge Lotfier
au Congrès des
Télécommunications
de Paris

L'appel de Stockholm e

La paix est un combat permanent. La situation internationale de ces derniers mois est là pour le rappeler cruellement. Dans les années 1950 la lutte pour la paix devient fondamentale. « La paix est comme suspendue à un fil » disait Maurice Thorez¹, en raison des tensions provoquées par la Guerre froide et de la crainte que les Etats Unis n'utilisent encore les armes atomiques. Dans cette lutte menée par les partisans de la paix, « l'appel de Stockholm » constitue véritablement le point de départ des mouvements de masse pour la paix.

Qu'est ce que l'appel de Stockholm ?

Il s'agit d'une courte résolution exigeant l'interdiction absolue de l'arme atomique, précisant que le gouvernement qui en ferait usage le premier soit traité comme criminel de guerre et appelant les hommes et les femmes de bonne volonté dans le monde à le signer. (voir ci contre). Il est adopté le 19 mars 1950, par le Comité mondial de la paix réuni à Stockholm, sous la présidence de Frédéric Joliot Curie.

Le mouvement trouve son origine dans la conférence de Wrocław d'août 1948 convoquée par des intellectuels français et polonais, où se retrouvèrent des personnalités de tous pays appartenant au monde des arts et des lettres appelant à un congrès. Le 1^{er} congrès mondial des Partisans de la Paix a eu lieu parallèlement à Prague et à Paris en avril 1949 (le gouvernement français refusant les visas aux ressortissants de l'Est. Un programme de paix est élaboré en octobre 1949 et soumis au gouvernement de différents pays (France, Belgique, Etats Unis, URSS, Italie, Pays Bas et Mexique).

En France, les combattants pour la Paix et la Liberté (mouvement fondé par Yves Farges²) se sont organisés en un grand rassemblement démocratique. Des assises pour la Paix et la

Liberté eurent lieu en novembre 1948 à Paris auxquelles la CGT, fidèle à ses principes, participe. Des comités de paix se constituent, dans les PTT également, et deviennent, après le 1^{er} congrès de 1949 le mouvement français de la Paix, où toutes les opinions sont représentées. Ils mènent la campagne de signatures de l'appel de Stockholm avec comme mot d'ordre: « chaque foyer sera consulté »³.

Au total, 500 millions de signatures sont recueillies dans le monde dont 14 millions en France. Les Eglises, la Croix Rouge, d'autres associations prennent également position contre la guerre.

superflu et sauvé 200 000 vies américaines». Il ajoute qu'il « emploierait à nouveau une arme de ce genre si c'était nécessaire »⁴.

Les déclarations se situent dans une période de compétition entre les Etats Unis et l'URSS. Dans son Essai sur l'histoire des communistes français, Léo Figuière analyse les responsabilités partagées, mais note que « la doctrine Truman « d'endigement du communiste » lancée au début 1947 sous prétexte de sauver la Grèce et la Turquie ne cachait pas sa volonté d'imposer surtout la loi américaine et de se mesurer à l'Union soviétique en utilisant y compris son monopole nucléaire »⁵.

Ce qui fait dire à Jules Moch, ministre de l'Intérieur qu'« un secrétaire d'Etat américain a envisagé hier avec une vigueur que je regrette, une idée qui n'est pas la nôtre, celle d'une guerre préventive ». Pourtant le gouvernement français obtempérera aux injonctions américaines en envoyant un bataillon de volontaires en Corée⁶.

Le pacte Atlantique

Il prolonge la doctrine Truman et le plan Marshall, dont la CGT en novembre 1947 dénonce les dangers que font courir cet « abandon de toute indépendance politique et la soumission aux volontés d'un Etat étranger »⁷. La fraction « FO » soutient le plan Marshall. En effet, la scission est proche, elle se conclura en avril 1948.

Le pacte Atlantique est paraphé en avril 1949. Ainsi, après l'aide économique vient l'aide militaire et la programmation du rarmement de l'Allemagne. L'OTAN voit le jour, c'est l'engagement d'une « commune défense », qui sera à l'origine d'une augmentation croissante des budgets de guerre.

La guerre d'Indochine

La France mène, depuis 1946, une guerre de reconquête coloniale. Une guerre que les Etats Unis soutiennent dans le cadre de leur stratégie anticommuniste. Celle que l'on nomma « la sale guerre » est coûteuse, de plus en plus la question de son utilité se pose et des actions contre cette guerre vont se multiplier, comme la grève des dockers de Marseille. C'est aussi le début des mouvements nationaux de libération des colonies françaises (Tunisie, Maroc, Algérie).

Social

Le budget de l'Etat est mis à mal par les dépenses militaires, la situation de la classe ouvrière se dégrade: perte de pouvoir d'achat et mauvaises conditions de

Hors la loi la Bombe Atomique

Pour être fidèle à la mémoire de nos héros.
— Camarades des lignes votre place est dans le grand combat pour LA PAIX DU MONDE

— Signez tous cet appel.
— Faites-le connaître dans tous les services.
— Reproduisez-le, popularisez-le autour de vous.

— Faites-le signer par vos amis. Les camarades, vos connaissances et tous ceux que vous approchez.
Ensemble gagnons la bataille de la Paix.

MAGOT - BONTEMPS - VARRIN - LERAY - DUME - CAMPAGNE - QUERE - ALLAIN

L'APPEL DE STOCKHOLM

NOUS EXIGEONS l'interdiction absolue de l'arme atomique, arme d'appoint et d'extermination massive des populations.

NOUS EXIGEONS l'établissement d'un rigoureux contrôle international pour assurer l'application de cette mesure d'interdiction.

NOUS CONSIDERONS que le Gouvernement qui, le premier, utilisera contre n'importe quel pays l'arme atomique, commettra un crime contre l'humanité et serait à traiter comme criminel de guerre.

Bulletin des lignes
supplément à la Fédération postale n°48, avril-mai 1950

Cette campagne se fait dans un climat de pression, de propagande anticommuniste, d'idéologie colonialiste, et d'apolitisme latent. Quelques repères sont nécessaires pour en saisir la portée.

« La guerre froide » et la menace de l'arme atomique

Début 1950, Truman annonce sa décision de fabriquer une bombe à hydrogène (plus puissante que celle d'Hiroshima) et justifie l'emploi de la bombe atomique au Japon en 1945, en déclarant: « j'ai rendu le débarquement

l'URSS aura la Bombe atomique fin 1949.

« Libérer les peuples de la tyrannie » telle est la nouvelle stratégie américaine pour en fait lutter contre l'expansion communiste (développement des Républiques populaires en Corée du Nord, Chine, etc). Concernant la Corée, le 27 août le secrétaire d'Etat à la Marine US déclare: « pour rétablir la paix, nous devons être prêts à annoncer clairement notre détermination à payer n'importe quel prix, même celui d'une guerre, pour obliger les différents pays à coopérer à la paix. »⁸.

t la lutte pour la paix.

travail. Des luttes se développent, parfois dans l'unité, liant souvent revendications et paix. De plus, la IV^e République est marquée par l'instabilité ministérielle.

Dans le sujet qui nous occupe, seul le Parti communiste prend clairement position pour la paix (12^e congrès du 2 au 6 mars 1950), contrairement aux autres partis politiques engagés dans le soutien de l'Alliance Atlantique, la construction de l'Europe (projet de Communauté européenne du charbon et de l'acier présenté par Schuman en mai 1950) et l'intervention au Viet Nam.

Ce qui fera écrire à André Fontaine dans le *Monde* du 22 juin 1950 ¹⁰ « Personne ne peut plus ignorer la campagne que les partisans de la paix mènent en faveur de l'appel de Stockholm. La terre entière est couverte d'affiches conviant les hommes et les femmes de bonne volonté à signer... » Il dénonce cette initiative comme une manipulation communiste : « l'appel de Stockholm est une initiative communiste (...) en conformité avec l'attitude de la délégation soviétique aux Nations Unies et s'inscrit dans cette campagne de paix qui est devenue depuis plus d'un an la dominante de la propagande d'extrême gauche. » Il est vrai qu'au moment de l'appel de Stockholm Frédéric Joliot Curie est toujours Haut Commissaire à l'énergie atomique » charge confiée par le Général de Gaulle en 1946, à laquelle il sera mis fin le 28 avril 1950,

La chasse aux sorcières s'étend également en France et en Europe. L'antisoviétisme latent est développé, alimenté par les révélations sur les camps staliniens et les événements à l'Est (Yougoslavie et Pologne).

Sur le plan syndical la CGT, assumera souvent seules ses responsabilités. La répression syndicale prendra une nouvelle dimension avec la mobilisation grandissante en faveur de la paix et contre la guerre du Viet Nam.

La Fédération CGT PTT et l'appel de Stockholm

Pour la CGT PTT, dès avril, J. Llobes, invite les lecteurs de la Fédération Postale « à faire connaître l'appel lancé depuis Stockholm... et ainsi nous aurons contribué, dans le cadre de notre corporation à travailler à préserver la paix revendication essentielle de mouvement syndical, BIEN le plus précieux de la classe ouvrière - à préparer l'avenir radieux dont une nouvelle guerre rendrait l'avènement impossible » ¹¹.

Fernand Piccot, quant à lui, précise l'engagement pris par le conseil national fédéral des 22 et 23 mai de tout faire pour « lutter contre l'arme atomique en faisant signer par tous les postiers et les postières et leur famille l'appel de Stockholm. » ¹².

Rappelant que la lutte pour la Paix, c'est aussi lutter pour les revendications, Martial Redon écrit qu'« il n'y a pas d'argent pour satisfaire nos revendications, mais plus de 600 milliards sont consacrés à la guerre (...) on ne peut pas faire à la fois la guerre au Viet Nam, en préparer une prochaine et satisfaire nos justes et légitimes revendications. » ¹³

« Pour les PTT, c'est 13,4 milliards d'économies à réaliser. Et pour satisfaire aux exigences américaines « c'est une augmentation de 80 milliards de crédit militaire pour 1951, prévoyant 2 000 milliards supplémentaires étalés sur 3 ans. » ¹⁴.

Au 7 août, on comptabilisait dans les PTT de la Région parisienne 26 492

signatures, mais les résultats par ailleurs n'étaient pas satisfaisants.

Il faut « redoubler d'efforts », lance J. Llobes et convaincre certains que la guerre n'est pas fatale. La Fédération au congrès fédéral adhère au mouvement de la paix et dénonce « les mensonges et les calomnies voulant persuader que les capitalistes américains sont les soldats du droit et de la civilisation » ¹⁵.

Dans cette campagne, les femmes participent en grand nombre aux initiatives et aux manifestations. Elles seront, elles aussi, victimes de la répression gouvernementale.

En août, face à l'aggravation de la situation internationale, le bureau du comité mondial des Partisans de la Paix lance un nouvel appel, condamnant cette fois l'intervention armée de l'étranger dans les affaires intérieures des peuples, demandant au Conseil de Sécurité d'intervenir au plus tôt pour faire arrêter les bombardements en Corée, et de régler par les moyens pacifistes le conflit en donnant aux deux parties les moyens de se faire entendre. Frédéric Joliot Curie termine ainsi : « des premiers pas ont été faits, d'autres suivront qui peuvent et doivent donner aux peuples la paix durable à laquelle ils aspirent. Cette paix ne peut être imposée par la force des armes. Elle sera gagnée par l'action concertée et massive des hommes et des femmes de bonne volonté, capable de faire triompher la raison et la justice » ¹⁶.

53 ans après, les peuples du monde ont encore répondu non à une nouvelle guerre préventive et « civilisatrice » constante de l'impérialisme. Comme le rappelle Alain Gautheron ¹⁷ : « cette guerre sent le pétrole, elle trahit l'ambition des Etats Unis de réorganiser la région à sa main et soumettre la planète à son hégémonie » « nous agissons

pour l'arrêt immédiat de cette guerre... l'action pour la paix et pour les revendications demeurent pour la CGT indissociables et d'actualité. »

Danièle LEDOUX.

1. Secrétaire général du Parti Communiste Français
2. *Ministre du ravitaillement en 1946, ancien journaliste au progrès de Lyon, résistant.*
3. *Histoire de la France contemporaine 1947/1968, Tome VII, Editions Sociales, 1981*
4. *Discours de Truman à Pocatello dans l'Idaho*
5. *Léo Figuière, Essai sur l'histoire des communistes français, le Temps des Cerises, 1996.*
6. *Pierre Durand, Vingt ans Chronique 1945-1965*
7. *Idem.*
8. *La guerre entre les 2 Corées débute le 25/06/50. l'offensive américaine a lieu en Septembre*
9. *Jean Bruhat, Marc Piolot, Esquisse d'une histoire de la CGT (1895-1965), CGT, 1966*
10. *Le Monde, l'histoire au jour le jour, la guerre froide, Le Monde Editions, 1994*
11. *Fédération Postale, n° 48 mars-avril 1950*
12. *Fédération Postale, n° 49 mai juin 1950.*
13. *Bulletin des Employés supp. à la Fédération Postale, mai 1950.*
14. *Fédération Postale, n° 51, août septembre 1950.*
15. *Fédération Postale, n° 52 octobre 1950.*
16. *La tribune des cadres, n° (in. Fédération Postale, n° octobre 1950)*
17. *La fédération, n° 438 avril 2003.*

• J. Llobes et Martial Redon sont membres Bureau fédéral de la fédération. Fernand Piccot secrétaire général.

Les accords du Perreux sur le processus de la CGT dans les

L'Institut d'histoire sociale de la CGT a organisé le 24 avril un colloque sur « les accords du Perreux. Syndicalisme et résistance » à l'occasion du 60^e anniversaire de ces accords.

A cette occasion, trois instituts fédéraux (Chemins - PTT - Transports) ont apporté leurs contributions. Nous publions ci-dessous celle de l'IHS PTT. L'ensemble des travaux fera l'objet d'une brochure de l'IHS fédéral.

Repères

Dans les PTT, la résistance s'articule entre deux courants qui au départ, n'ont pas la même conception de l'engagement contre l'occupant.

1. Les comités populaires créés en juillet-août 1940 par quatre militants ! Ils sont surtout animés par les ex-unitaires où se retrouvent les communistes. Ils vont prendre le titre de « Libération nationale PTT » qui fera partie du Front national créé le 15 mai 1941.
2. Des adhérents ex-confédérés vont créer « Etat major PTT ». En 1942, il deviendra « Résistance PTT » dont le drapeau porte la croix de Lorraine. Il pratique essentiellement le renseignement puis par la suite il organise lui aussi des sabotages.

Il n'est pas prévu ici de développer les nombreux faits de résistance dans les PTT. Sachez seulement que nous avons répertorié 800 déportés et fusillés parmi le personnel des PTT et des centaines de prisonniers dès la fin de 1939.

Ce qui m'a frappé dans la propagande de la résistance c'est le lien qui est toujours fait entre le besoin d'action contre l'occupant et les revendications immédiates. On se bat pour le pain et la liberté !

A partir de 1942, des contacts s'établirent entre « Résistance PTT » et « Libération nationale PTT » et des actions seront menées en commun.

Le 17 avril 1943 ce sont les accords du Perreux...

Dès le mois de mai 1943, c'est le journal de FO PTT de septembre 1997 qui l'écrit :

« Après un conseil national confédéral pour la zone Sud, tenu à Toulouse les 29 et 30 mai, la Fédération postale clandestine est définitivement constituée le 3 juillet 1943 lors d'un conseil national, qui, sous la présidence de SAILLANT, secrétaire général de la CGT, a réuni les délégués de toutes les régions. Sont désignés comme secrétaires fédéraux : COUGNENC, MATHE, FRONTY, ASTRIE » ex-militants confédérés.

COUGNENC, MATHE les responsables des syndicats nationaux des employés et des agents, qui pour le moins, n'ont pas été avant et

pendant la guerre dans le courant de la résistance à Hitler. FRONTY que l'on retrouve le 16 mai 1943 à Wagram dans un meeting avec le docteur RESSLER représentant de HITLER.

COUGNENC qui avait mouchardé aux autorités de Vichy des communistes ou sympathisants dès novembre 1939.

Personne dans cette fédération clandestine ne représente « Libération nationale PTT » dont l'un des responsables s'appelle Emmanuel FLEURY qui a été arrêté dès le 19 décembre 1939 et s'est évadé en septembre 1940'...

On ne sait pas ce qui se dit, mais on connaît la conclusion de la rencontre par Emmanuel FLEURY lui-même dans sa brochure « La remontée » qu'il a écrite il y a 30 ans.

« La rencontre que j'avais eu, en juin, avec Louis SAILLANT, pour discuter des conditions de la réunification syndicale dans les PTT n'avait pu aboutir à un accord. L'attitude de COUGNENC, lors des arrestations de 1940, nous le rendrait inacceptable et les hommes de « plutôt la servitude que le combat » étaient disqualifiés ».

On peut imaginer aussi que FLEURY en s'opposant à la présence de COUGNENC pensait aux agents des PTT fusillés, torturés, déportés qu'il avait mouchardé à Pétain, à la Milice, aux Allemands. Ce personnage sera d'ailleurs jugé indigne par l'autre tendance de la Résistance « Résis-

tance PTT » de tenir le poste de secrétaire général à la libération et sera révoqué par la Commission d'épuration des PTT le 4 février 1946.

Emmanuel termine ainsi son entretien avec Louis SAILLANT :

« notre entretien se terminait alors, place des Ternes, à Paris, de la manière suivante : à défaut d'un accord ultérieur, les adhérents informés et réunis en congrès après la Libération, régleront le problème de la direction fédérale ».

Ce récit montre que le Conseil national de juillet 1943, en zone sud, qui avait reconstitué la Fédération postale, n'avait pas tenu compte de la rencontre SAILLANT, FLEURY. La Fédération postale reconstituée à Toulouse ne pouvait donc pas exister, il y manquait tous ceux de la Résistance !

Ici apparaît le rôle des associations professionnelles créées par Pétain. La question s'est posée, faut-il y adhérer et pour quoi faire ? FLEURY apporte des précisions « Comme nous l'avions préconisé dès 1941, en accord avec Benoît FRACHON, nous appelions nos amis à rentrer dans les associations ou syndicats légaux pour les utiliser comme moyen de liaison avec la masse du personnel, pour développer l'action revendicative et résistante »...

« Notre activité dans les associations professionnelles facilite notre travail d'orga-

X et ses répercussions is d'unification PTT : 1943-1945

nisation de la résistance parmi les PTT de la zone sud avec lesquels les contacts directs nous étaient plus difficiles».

C'est avec certains militants des associations professionnelles ouvertes aux camarades de la résistance que les discussions vont se poursuivre pour la constitution d'une direction unifiée de la fédération postale.

FLEURY rencontre plusieurs fois l'un des responsables DIGAT, ex-confédéré, anti-communiste avant guerre. En 1938 au congrès fédéral il n'a pas hésité à demander l'élimination d'Henri GOURDEAUX, seul membre exécutif du Bureau fédéral. Il a adhéré comme d'habitude à l'organisation dont le fondateur était Claude BOURDET : la NAP (Noyautage des Administrations Publiques).

Les discussions aboutissent en septembre 1943 à un appel sous forme de journal « La Fédération postale n° 1 - septembre 1943 - Edition clandestine », où il est écrit : « La fédération postale reconstituée par des militants de toutes tendances (syndicalistes, réformistes, socialistes, communistes) en liaison avec la CGT réunifiée fonctionnant illégalement s'adresse à tout le personnel des PTT, agents employés, ouvriers, auxiliaires et titulaires, jeunes et adultes, hommes et femmes. »

Suit l'appel écrit et signé par FLEURY et DIGEAT.

Cet appel unitaire où l'on retrouve des résistants

venant de différents horizons donne du souffle à la résistance elle-même ! Alors les partisans de la servitude vont faire feux de tout bois et aller jusqu'à dénoncer des militants engagés dans

les associations professionnelles. Ils titrent leur tract en novembre 1943 « Fédération postale n° 1 » en réponse à celle publiée en septembre par FLEURY et DIGEAT.

On peut dire qu'à partir de fin 1943, le décor de l'après-guerre du syndicalisme dans les PTT est planté. Mais la bataille n'est pas terminée pour remise en route de la Fédération postale.

L'accord du Perreux (Avril 1943)

Un premier contact eut lieu à Paris le 17 mai 1941. Mais ce n'est que le 17 avril 1943 que les représentants des confédérés (Saillant, Bothereau) et les représentants des unitaires (Raynaud, Tollet), signèrent au Perreux un accord d'unification, qui permet la reconstitution de la C.G.T., d'abord dans la clandestinité, puis au grand jour, quand le 27 août 1944, le Bureau Confédéral put à nouveau se réunir au 211 rue Lafayette.

Accord du Perreux

- 1- Le mouvement confédéral est réunifié en respectant la physionomie qui était la sienne en septembre 1939.
- 2- En premier lieu, l'unité se réalise au sein du Bureau Confédéral. Cette réalisation tient compte des décisions de principe du Comité Confédéral de Nantes. En conséquence, le Bureau sera composé de trois représentants d'une tendance et de cinq représentants de l'autre tendance. Les membres régulièrement élus du Bureau, défaillants, empêchés ou absents du territoire métropolitain, seront remplacés dans leurs fonctions par des membres choisis par les camarades de leur tendance.
- 3- L'unité se réalisera selon des principes identiques, dans les Unions Départementales et les Fédérations. Les proportions existantes entre les tendances en septembre 1939 seront rétablies dans chaque Union et dans chaque Fédération.

Dans le but d'assurer le meilleur fonctionnement possible du mouvement syndical, le Bureau Confédéral précise que si les circonstances imposent aux organisations deux sortes d'activité, une légale et une clandestine, il n'y a cependant qu'un seul mouvement syndical confédéral en vertu des difficultés, a des organismes légaux et clandestins pour accomplir le travail total du mouvement ouvrier en période de guerre.

A chaque échelon, il ne doit y avoir qu'un seul organe de direction dans les deux branches d'activité légale et illégale et dont les décisions sont valables pour tous.

Cette direction est le Bureau reconstitué dans l'esprit d'unité qui a présidé aux élections des bureaux en fonction en 1939. Ce bureau peut-être, selon les circonstances et les situation syndicales de fait, un Bureau légal ou illégal.

(Paru dans Notes et Etudes Documentaires n° 1.239, 2/12/49, de la Documentation Française, 14, rue Lord-Byron).

En septembre 1944, la France a un gouvernement provisoire présidé par DE GAULLE. Le secrétaire général provisoire des PTT s'appelle GUESNOT, c'est un "politicien" d'avant guerre, il fait fonction de ministre...

Le 9 septembre 1944, il publie la circulaire 333 avisant les services du ministère que la direction fédérale CGT d'avant guerre est habilitée pour être reçue. Donc celle du 3 juillet 1943 approuvée par SAILLANT, membre du Bureau confédéral de la CGT réunifiée. COUGNENC est donc remis en selle.

Il faut bien reconnaître que cela est la stricte application des accords du Perreux. Accords du Perreux inapplicables dans les PTT malgré la prédominance des confédérés avant la guerre dans la fédération. Inapplicables si l'on connaît le rôle de COUGNENC en 1940 et pendant l'occupation et le changement d'état d'esprit parmi le personnel, l'esprit de la résistance et l'engagement de milliers d'agents dans la lutte clandestine.

Vient s'ajouter à cela la désignation par le Bureau confédéral d'un comité de gérance où il n'y a aucun représentant de Libération nationale PTT... ce qui veut dire que le Bureau confédéral continue à appliquer les accords du Perreux. Alors que FLEURY et SAILLANT s'étaient mis d'accord pour « Informer les adhérents et réunir un congrès après la libération qui réglerait le problème de la direction fédérale. »

L'affaire est "grosse". On peut penser que la CGT réunifiée sur la base des accords du Perreux n'était pas d'accord pour voir se développer dans les PTT une Fédération où le courant ex-unitaire serait, compte tenu de son engagement dans la

résistance très vite majoritaire. Sans doute savait-elle que dans la région parisienne, la CGT sous l'autorité d'Emmanuel FLEURY avait réalisé plusieurs milliers d'adhésions. 24 000 dit-on. C'était la force déterminante de la future fédération.

Les postiers de la RP excédés par ces manœuvres se fâchent. FLEURY s'insurge, dénonce le retour des mouchards... Pour changer l'orientation prise il appelle les postiers à la grève le 15 septembre 1944 contre la décision du Bureau confédéral. Elle est massive, unanime et déclarée illimitée. FLEURY conduit une délégation qui est reçue par le bureau confédéral (2 ex-unitaires et 2 ex-confédérés). Un compromis est trouvé, la grève s'arrête, GUESNOT retire sa circulaire après avoir rencontré FLEURY et PICCOT² (ce dernier militant de la CGTU interné depuis 1939, évadé du camp de La Rochelle en septembre 1944) deviendra secrétaire général de la Fédération de 1945 à 1950). Le Bureau confédéral désignera un comité de gérance composé de 2/3 d'ex-confédérés et 1/3 d'ex-unitaires (PICCOT et LERAY³). On remarquera que FLEURY ne participe pas à ce comité de gérance. Ca fait partie du compromis ?

FLEURY dans sa brochure « La remontée » souligne que la composition 2/3, 1/3 du comité de gérance « Nous fut imposée ».

COSTE (ex-confédéré) va assumer le poste de secrétaire général jusqu'au congrès de Limoges en septembre 1945.

A peine un an nous sépare de ce congrès et les manœuvres vont se poursuivre. Un conseil national en février 1945 ne règlera rien entre les deux tendances.

Emmanuel FLEURY raconte : « Des protestations s'élevèrent contre l'attitude de la majorité du comité de gérance. On nous disait : pourquoi avez-vous accepté de siéger dans une telle caricature de conseil national ? Nous avons répondu : parce que nous voulions mettre à profit ce conseil national, aussi imparfait qu'il soit, pour poser les revendications des travailleurs des PTT ; c'est ce que nous avons fait avec autorité et compétence et, cela fut très apprécié par les intéressés.

Ce conseil national décida en outre de substituer au comité de gérance une commission exécutive plus large, tout en maintenant les proportions 2/3, 1/3. COSTE restait secrétaire général et je devenais secrétaire général adjoint ; mais cela ne fut pas jugé suffisamment satisfaisant pour la majorité qui décida la création d'un poste de deuxième secrétaire adjoint qui fut attribué à ASTRIE appartenant à la majorité.

On comprendra que la préparation du congrès ait été difficile. Pour assurer la plus grande objectivité et impartialité possibles, nous avons préconisé qu'un représentant de chacune des deux tendances participe ensemble aux assemblées syndicales préparatoires au congrès (ainsi nous avons, ASTRIE et moi, participé à l'assemblée de Dijon.) »

C'est dans le contexte houleux d'après guerre, mai 1945, septembre 1945, alors que la France est encore exsangue que vont s'affronter les deux tendances de la CGT pour la préparation du congrès de Limoges en septembre 1945. On connaît le résultat du vote sur le rap-

port moral présenté par la tendance majoritaire ex-confédérés d'avant guerre.

POUR : 10 558 voix
CONTRE : 79 756.

Le résultat du vote est en contradiction avec les accords du Perreux. Fernand PICCOT est élu secrétaire général. La majorité d'avant guerre devient la minorité. Malgré la volonté affichée des ex-unitaires dans la direction fédérale de maintenir l'unité très vite la minorité va s'organiser et nourrir la scission de 1947 dans les PTT. C'est une autre page de notre histoire.

1. C'est en 1943 que sa femme Marie Thérèse FLEURY meurt à Auschwitz. ARAGON dans les poèmes du «Musée Grévin» lui consacrera une strophe

«...Et celle qui partit dans la nuit la première

Comme à la liberté montre le premier cri

Marie Louise Fleury rendue à la lumière

Au-delà du tombeau. Je vous salue Marie. »

Pourquoi Marie Louise et non Marié Thérèse. Aragon s'en explique. Il a relevé ce prénom dans le premier tract de l'Union des femmes françaises, une organisation de la résistance. Ce tract fut lu à Lyon ou dans la Drome pendant l'été 1943. la disparue s'appelait par erreur Marie Louise.

2. Nous envisageons avec nos amis de Libération nationale PTT de publier une brochure sur le grand résistant et le grand militant que fut Fernand Piccot. Cela à l'occasion du 100^e anniversaire de sa naissance.

3. Résistant deviendra après la guerre secrétaire général adjoint de la Fédération.

JOURNEES D'ETUDES DE L'IHS CGT

L'Institut d'histoire sociale de la CGT a tenu ses journées d'étude du 19 au 22 mai 2003 au Cap d'Agde avec une trentaine de participant(e)s.

Menu de travail copieux dès le premier jour avec un débat sur le contexte économique et social du moment à partir d'un exposé de Joël HEDDE, président de l'IHS CGT. Bien sûr les ripostes syndicales, la montée des luites, l'opposition grandissante des salariés, des fonctionnaires, des enseignants aux mauvais coups du gouvernement concernant la retraite, l'école, la protection sociale a été au cœur de ce débat avec des références passé-présent.

Elyane BRESSOL, secrétaire de l'IHS CGT a ensuite fait le bilan du travail réalisé par l'Institut national et les instituts locaux et professionnels au cours de l'année écoulée. Serge LOTTIER a

présenté les initiatives réalisées et les projets à venir de l'IHS CGT PTT, les représentants des instituts présents en ont fait de même, tout cela représente une somme de travail, d'initiatives, d'écrits importants.

Le deuxième jour a été consacré à la CGT et ses relations internationales de 1950 à 1990 à partir d'un exposé de Jean Marie PERNOT, membre du Conseil scientifique de l'IHS CGT. Le contenu du débat et l'exposé a tourné surtout autour de la CGT, de sa place et de ses rapports dans la FSM. Nombre d'interventions ont aussi montré les relations internationales de fédérations CGT dans les unions internationales, syndicats ou des syndicats d'autres pays.

Après une après-midi de détente, à la découverte du patrimoine régional et un voyage en bateau sur le

Canal du midi, nous terminions ces journées d'études par une réflexion sur « la propagande CGT à sa communication 1950 à 1992 » sujet présenté par René MOURIAUX du Conseil scientifique de l'IHS CGT qui a montré les grandes phases d'évolution de la propagande 1884-1914. syndicalisme « Gutenberg »

écrit, 1918-1968 passage radio, après 1968 « les médias » jusqu'à internet, intranet aujourd'hui.

Elyane BRESSOL a conclu les journées d'études et rappelé les rendez-vous pour la fin de l'année et notamment le colloque des 20 et 21 novembre 2003 sur la CGT dans les années 50 (1948-1962).



Une vue de la salle

Le relais

Abonnement

4 numéros par an : 13 €

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT-PTT

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal Ville :

A , le

Signature :

A adresser à : IHS CGT-PTT, 263, rue de Paris, case 545 - 93515 Montreuil Cedex

● CCP 20625 80 R PARIS ●

la vie de l'IHS

COURRIER RECU

**Lettre de Noël GIRAUD
de Lyon datée
du 4 mars 2003**

« Deux mots au sujet de l'article de Camille Senon, deux précisions :

1. Les SS n'étaient formés que de volontaires. Il fallait le manifester expressément.

2. Les « malgré-nous » ne furent utilisés qu'à l'Est. Ailleurs, il avait été plus facile de désertier.

J'ai vécu 1945-1946 à Strasbourg et j'ai pu constater ces faits. Entièrement d'accord avec l'article de Desseigne. Les documentaires sur la Résistance me font penser aux discussions

de nos « émérites analogues » sur la guerre de 1914-1918 et d'autres. A Verdun il n'y avait que les généraux pour mener la bataille. Voyons les troupes quantité négligeable !

La Résistance n'a pu vivre qu'en raison de milliers d'anonymes : liaisons, transport de courrier, d'armes, de journaux, de protection, etc. dont personne ne parle et qui ont pour la plupart oublié de se faire connaître.

Ils n'ont laissé aucun écrit et c'est bien dommage leurs récits donneraient un autre aperçu de la période. »

Amicalement,

14^e COLLOQUE HISTORIQUE DE LA FNARH

La FNARH (Fédération Nationale des associations de Personnels de la Poste et de France Télécom pour la Recherche Historique) a tenu son 14^e colloque historique à Bussang (Vosges) les 21, 22 et 23 mai 2003.

Thème du colloque : Les événements majeurs à la Poste et à France Télécom au XX^e siècle.

L'IHS CGT PTT, adhérent à la FNARH, était représenté par Pierre LHOMME, membre de notre CA.

La FNARH, née en 1974 dans sa forme initiale par la volonté de passionnés du télégraphe CHAPPE, regroupe une centaine d'adhérents individuels et 34 associations de personnel, s'investissant dans l'histoire de notre corporation, sur des bases diverses, géographiques, sectorielles, catégorielles...

24 contributions ont été présentées à ce colloque, chacune suivie d'un court débat, sur des sujets aussi divers que la vie d'un central téléphonique sous l'occupation (1943-1944), l'adoption de la 2 CV pour la distribution postale

(1953), ou la mise en place de la nouvelle numérotation téléphonique (25 octobre 1985).

Notre Institut avait choisi d'intervenir sur la grande grève d'août 1953, sujet sensible à plus d'un titre : Bon nombre de participants au colloque avaient vécu ce mouvement social, mais pas forcément dans les rangs de la CGT ! Sujet sensible aussi par les similitudes de ce mouvement de 1953 et la situation actuelle : RAFFARIN ne renierait pas les décrets LANIEL, et réciproquement !

La contribution présentée, sans concession, aussi bien sur le contexte économique, politique et social, sur le départ du mouvement (que l'histoire attribue injustement aux postiers FO de BORDEAUX), les tractations secrètes et la signature de FO ressentie comme une trahison par les grévistes (Trahis mais non vaincus !) n'a pas suscité de contestation dans le débat.

C'est la première fois qu'un syndicat intervenait

DISPARITION D'UN EMINENT CHERCHEUR

Le 18 mars, nous avons appris la disparition du Docteur Lucien Bonnafé.

C'était un précurseur en médecine psychiatrique. Il a écrit de nombreux livres sur le sujet, mais aussi sur la résistance, l'inhumain. C'est lui qui a préfacé les écrits du Docteur Louis le Guillant en 1984. Ce docteur avait été sollicité par la Fédération CGT des PTT pour travailler sur la névrose des mécanographes (Chèques postaux) et des téléphonistes dans les années 50. Ses recherches alliées à l'action de la CGT et du personnel ont permis de faire améliorer les conditions de travail et de montrer que certaines maladies mentales étaient liées à ces névroses. De plus la tuberculose, le cancer ont été reconnus comme maladies professionnelles. De cette période date les congés de maladie pris à 100% pour ces maladies.

Micheline ALBOUY

dans un colloque de la FNARH. De l'avis général exprimé en fin de colloque, la « paire de lunettes syndicales » peut apporter un éclairage complémentaire aux diverses prestations. L'expérience est à renouveler.

Au cours de ce colloque, deux participants ont adhéré à notre IHS CGT PTT.

BON DE COMMANDE :

« LES FILLES DES CHEQUES POSTAUX »

19 € x ex. = €

Nom

Adresse

.....

Chèque à retourner avec votre règlement à
IHS CGT PTT Case 545
263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex
CCP 20 625 80 R Paris

UN DOCUMENT REMARQUABLE

Nos amis du Centre d'histoire sociale du Syndicat de la Loire Atlantique des Postes et des Télécommunications viennent de publier un document remarquable de 77 pages intitulé « 1953-2003 les retraites en question ». Cela à l'occasion du cinquantième anniversaire de la grève de 1953. Ce document est un plus aux travaux que nous avons entrepris sur la grève de 1953 et la question des retraites. Document d'histoire et d'actualité donc !

On peut se le procurer pour 3 euros au Centre d'histoire sociale de Loire Atlantique, syndicat CGT PTT, 1 place de la Gare de l'Etat, BP 10517 - 44205 Nantes cedex 2.